

# CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC



PRESSE  
URGENTE  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

## Les voraces et les coriaces

**“Face à ce pouvoir vorace, il faut une gauche coriace”. Par cette formule, prononcée le 29 mai, au Zénith, François Hollande a bien planté l'enjeu des élections législatives dont le premier tour se tiendra dimanche.**

L'UMP dispose déjà de tous les pouvoirs : l'Élysée, Matignon, le Sénat. Les liens entre le parti du Président et les forces de l'argent et des médias sont particulièrement étroits. Et pour que chacun en ait bien conscience, l'un des plus proches collaborateurs de Nicolas Sarkozy vient d'entrer dans la direction de TF1.

Officiellement indépendantes, les instances de contrôle et de régulation sont composées quasi exclusivement de membres désignés par une personnalité de la majorité actuelle.

Mais cela ne leur suffit pas. Ils en veulent encore et toujours plus.

L'UMP se contente de suivre l'exemple de son ancien président. Il est à la fois Président de la République et se comporte comme s'il était ministre de l'Intérieur, des Affaires étrangères, des Armées. Détail révélateur, il a supprimé le poste de président de l'UMP. Alors qu'il avait fait de cette fonction le marchepied de son accession au pouvoir, il s'empresse de la supprimer une fois installé à l'Élysée. Il a même trouvé le temps de participer aux meetings de son parti pour appeler les Français à lui accorder une majorité à sa botte.

Pour y parvenir, tous les moyens sont bons et surtout, déconsidérer l'enjeu, décourager le vote. Pourtant, c'est la politique des cinq ans à venir qui va se décider les 10 et 17 juin. *“Il ne s'agit pas de remettre en cause le mandat de Nicolas Sarkozy”,* a convenu

SUITE PAGE 2

## Réveillons-nous !

**Jusqu'au 17 juin, le gouvernement tente d'anesthésier les Français. Mais, si l'UMP remporte les élections législatives, le rouleau compresseur entrera en action dès le 18 juin.**

Cependant, plusieurs économistes tirent déjà le signal d'alarme pour dénoncer le caractère particulièrement injuste des mesures fiscales envisagées qui ont toutes un point commun : accentuer encore les inégalités au profit des plus favorisés.

*“Je veux une France de propriétaires”,* a répété durant toute sa campagne Nicolas Sarkozy. *“Cette idée est très dangereuse”,* avait prévenu Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre du Logement, venue soutenir la candidature de Chantal Guittet, le 4 avril, à Landivisiau.

Etienne Wasner, économiste du travail, chercheur à l'OFCE, confirme que la déductibilité des intérêts d'emprunts immobiliers constitue une mauvaise réponse à la crise du logement. *“Dans le timing actuel, il s'agit d'une mesure qui va contribuer à augmenter la demande de crédit et donc à soutenir les cours de l'immobilier”,* explique-t-il.



M.-N. Lienemann

En période d'inflation immobilière, c'est une erreur qui contribuera un peu plus à la hausse des prix et à l'exclusion des plus modestes du marché du logement. *“Bilan : une nouvelle niche fiscale, une contribution à l'augmentation du prix de l'immobilier, un transfert des pauvres vers les*

SUITE PAGE 2

## EN CLAIR !

**Voter pour équilibrer les pouvoirs.**

*La droite populiste commence dans une grande confusion à mettre en œuvre son programme. Mais, bien malin qui est capable d'expliquer le détail des mesures envisagées. Ainsi, ne sait-on pas à combien se monteront les franchises médicales, si elles toucheront les individus ou les familles ; de même, ne comprend-on rien à la future mécanique des heures supplémentaires si ce n'est qu'elle ne favorisera pas l'emploi ; ou encore, qui seront les bénéficiaires des déductions d'intérêts d'emprunts. Les déclarations se succèdent et se contredisent, le plus grand flou est entretenu sur la réalité d'après législatives. Dimanche, empêchons la droite de concentrer tous les pouvoirs, rejetons ses propositions et choisissons la seule opposition efficace qu'incarneront les élus socialistes.*

# Les voraces et les coriaces (suite)

C'est la politique des cinq ans à venir va se décider les 10 et 17 juin.

\*\*\* François Hollande. *"Mais nous n'allons pas attendre cinq ans quand nous avons là une occasion qui nous est donnée de décider par nos votes, dans chacune des 577 circonscriptions, de la politique que nous voulons pour le pouvoir d'achat, pour l'emploi, pour le logement, pour la santé. Saisissons cette chance, elle ne reviendra plus avant cinq ans. C'est maintenant qu'il faut agir"*. Les propositions des socialistes sont de nature à convaincre une majorité de Français. Deux voies s'offrent à eux : celle de l'UMP consiste à favoriser les solutions individuelles : un État minimal qui laissera faire. Enrichissez-vous, on vous donnera les moyens de le faire, tant pis pour les autres qui ne sont pas déjà riches.



Les socialistes au Zénith, le 29 mai

De l'autre côté, le PS défend une société du vivre ensemble, où chacun peut et doit réussir mais pas au détriment des autres, où la prospérité se fait avec le travail de tous et sans avoir besoin de plus de précarité, de plus de misère, de plus de pauvreté. *"Nous n'avons pas besoin d'exclure pour permettre à la société française d'être plus riche !"*, s'est exclamé François Hollande, à la tribune du Zénith.

Ces élections législatives doivent aussi être l'occasion de sanctionner la majorité sortante. Les électeurs doivent interpeller les députés de l'UMP qui, depuis 2002, n'ont pas rendu compte de leur action à l'Assemblée.

Dans le Finistère, les candidats de l'UMP, minoritaires dans 7 circonscriptions sur 8, le 6 mai, expliquent aux électeurs qu'ils ont intérêt à voter pour eux car ils sauront plaider leurs dossiers auprès du pouvoir. Bel aveu de l'idée que ces élus se font de l'impartialité de l'État ! Mais ils sont bien en peine de citer un seul dossier que les députés de la majorité sortante ont fait avancer. En quoi M<sup>mes</sup> Ramonet, Lamour et Tanguy, M<sup>s</sup> Le Guen ou Ménard ont-ils contribué à améliorer la situation de l'agri-

culture, de la pêche ou de la défense ? Ils étaient déjà des godillots sous Chirac, ils le seront encore plus sous Sarkozy.

Mais le vote des 10 et 17 juin ne doit pas uniquement servir à sanctionner la droite. Il doit aussi être un vote d'adhésion pour les socialistes bretons. *"Nous voulons créer une opposition résolue et constructive à un gouvernement qui, après ses initiatives de séduction et de prestidigitations médiatiques, montre par ses actes ce qu'il nous prépare : l'encouragement au seul profit individuel protégé par un bonapartisme à peine voilé"*, ont rappelé les quatre premiers secrétaires fédéraux de Bretagne.

Comme en 2002, dans le Finistère, les socialistes présentent autant de candidats que de candidates. Dans la moitié des circonscriptions, le ou la candidate se présente pour la première fois. Ce qui n'est pas le cas à l'UMP qui reprend les mêmes et recommence, comme en 2002, sauf à Brest centre où une candidate est remplacée par... un candidat. On comprend mieux pourquoi la parité au sein du gouvernement Fillon est à ce point mise en avant : elle est destinée à faire oublier que l'UMP ne présente que 30 % de candidates et que le groupe UMP à l'Assemblée ne compte que 12 % de députées.

Les socialistes sont placés devant un grand défi : l'équilibre des institutions, le pluralisme de la démocratie. *"Face à la présidentialisation qui menace, il faut un Parlement et une majorité différente à l'Assemblée Nationale"*, a insisté François Hollande. Alors que le premier tour des législatives ne s'est même pas encore déroulé, la bataille est ouverte au sein de l'UMP pour obtenir la présidence de l'Assemblée !

En votant pour les candidats socialistes, les Français voteront pour garantir la démocratie, pour une force qui agit et qui protège.



Les 10 et 17 juin, les Finistériens doivent confirmer leur vote du 6 mai

# Réveillons-nous ! (suite)



L'UMP va aggraver les inégalités

\*\*\* riches". Bref, une vraie mesure de droite.

Tout comme la défiscalisation des heures supplémentaires. Pour Pierre Cahuc, professeur à l'Université Paris 1 et membre du Conseil d'analyse économique, le risque est grand de voir les employeurs déclarer des heures fictives supplémentaires en abaissant artificiellement le temps de travail normal et habituel des salariés. Cette mesure n'aura pas les effets attendus sur le pouvoir d'achat.

## Le PS

propose un  
pacte de  
croissance  
et d'emplois

La suppression des droits de succession ne contribuera pas non plus à relancer la croissance. Pierre-Cyrille Haucœur, directeur d'études à l'EHESS et membre

du comité de l'école d'économie de Paris, considère que cette mesure *"améliore la situation de ceux qui se trouvent dans la meilleure position. Contrairement à ce qu'affirment ses défenseurs, il est illusoire de penser que les bénéficiaires d'un héritage créent ou relancent une entreprise alors qu'ils héritent à 60 ans. Il est préférable d'investir dans la formation et dans le capital des entreprises plutôt que d'accumuler des patrimoines"*.

Ces trois mesures pourraient très rapidement être présentées au Parlement.

Face à ces propositions injustes et inefficaces de l'UMP, le PS s'engage pour un pacte de croissance et d'emplois qui repose sur un puissant effort en faveur de l'investissement et de la recherche, un plan de soutien aux PME, l'augmentation des bas salaires et des petites retraites, une politique de création d'emplois pour les jeunes et la sécurisation des parcours professionnels.

Du résultat des élections des 10 et 17 juin dépendra l'orientation du pays pour cinq ans. Ne laissez pas passer cette occasion : choisissez la voie de la justice et de la solidarité.

## Une militante de l'intérêt général

*"Bien décidée à représenter les aspirations de sa circonscription pour que la société nous ressemble et nous rassemble, Annick est avant tout une militante de l'intérêt général".*

Par ces mots, Pierre Plouzenec, président du comité de soutien d'Annick Le Loch, résume bien la personnalité de la candidate socialiste dans la 7<sup>ème</sup> circonscription.

Dans le pays bigouden, le pays de Douarnenez et le Cap Sizun, Ségolène Royal a rassemblé 54,23 % des voix au soir du second tour. Forts de cette marque de confiance pour les valeurs de justice et de solidarité, élu(e)s de gauche et militants socialistes se sont fortement mobilisés autour de la candidature de la conseillère générale de Pont-l'Abbé.

Avec son suppléant, Paul Guéguen, Annick Le Loch va à la rencontre des 91 326 habitants des 41 communes de la circonscription. *"Nous défendons notre*



Annick Le Loch sur les quais du port du Guilvinec

*projet et nos propositions avec le même fil directeur : le respect du développement durable",* explique Michel Dath, son directeur de campagne. Partout, on peut vérifier la pertinence de ce concept qui associe l'économie, le social et l'environnement.

*"Ces trois notions sont complémentaires et aucune ne doit être laissée de côté",*

explique la candidate à ses interlocuteurs. Qu'il s'agisse des salariés des usines de Douarnenez, des marins-pêcheurs du Guilvinec ou des associations de défense de l'environnement du Cap Sizun, la candidate socialiste tient le même discours : pour un développement harmonieux, il faut relever ces trois défis en même temps.

## LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



### Europe sociale : la CES passe à l'offensive

Avec Wolfgang Kowalski

La Confédération Européenne des Syndicats (CES) vient de tenir son congrès à Séville. Wolfgang Kowalski, conseiller du secrétaire général, revient sur ce moment fort du mouvement syndical européen. La CFDT, la CFTC, la CGT, FO et l'UNSA appartiennent à la CES.

**Cap Finistère : Combien de délégués ont participé au congrès de Séville ?**

**Wolfgang Kowalski :** Nous étions 700, appartenant aux 81 organisations affiliées à la Confédération européenne des syndicats, les 21, 22, 23 et 24 mai, à Séville, pour le 11<sup>e</sup> Congrès. Nous venions des 27 pays de l'Union européenne mais aussi de Turquie, Croatie, Lituanie et autres, au total 36 pays. Le Congrès, qui se tient tous les

quatre ans, est l'organe suprême de la CES. C'est lui qui définit la stratégie de l'organisation.

**Cap Finistère : Justement, sur quoi ont porté vos travaux ?**

**Wolfgang Kowalski :** La question qui nous est posée est : comment faire avancer l'Europe sociale ? Depuis quatre ans, nous sommes obligés de constater que la Commission, de centre droit, n'a rien fait. C'est pour cette raison que le slogan du congrès était "Passer à l'offensive". Pour nous, l'Union européenne doit protéger ses salariés des effets néfastes de la mondialisation et conforter le modèle social européen. Le chômage reste trop élevé et les emplois précaires progressent. Dans le même temps, le président de la BCE appelle à la modération salariale. Nous avons beaucoup évoqué la question du salaire minimum. Presque tous les pays de l'Union l'ont mis en place. Mais nous avons aussi évoqué

la question d'un salaire maximum car il n'est pas normal que l'écart des salaires puisse varier de 1 à 5 000 !

La charte des droits fondamentaux constitue un outil qui pourrait permettre de progresser. Le congrès a adopté une résolution d'urgence demandant aux responsables de l'Union, qui doivent se réunir en sommet le 21 juin, d'intégrer ce texte dans leur projet de Constitution.

**Cap Finistère : La CES a lancé une pétition pour les services publics. A qui est-elle destinée et combien de signatures avez-vous déjà obtenues ?**

**Wolfgang Kowalski :** Nous en avons déjà 400 000 et nous voulons en recueillir au moins un million. Nous la soumettrons aux dirigeants de l'Union européenne afin qu'ils adoptent une loi sur ce sujet car, contrairement à ce que prétend la commission, on ne peut pas tout privatiser et les services publics doivent être protégés.

Vous pouvez signer la pétition sur <http://www.etuc.org/fr/>

**8 juin**

à 20 h 30, meeting d'Annick Le Loch, en présence de Pierre Maille, Yolande Boyer, Bernard Poignant et Jacqueline Lazard, salle polyvalente de Plonéour-Lanvern.

**8 juin**

à 20 h 30, réunion publique de Richard Ferrand, salle Avel Vor à Plougastel-Daoulas.

**8 juin**

à 18 h 30, réunions publiques de Jean-Jacques Urvoas, bar Le Drennec, à Clohars-Fouesnant et à 20 h 30, hôtel d'Arvor, à Fouesnant.

**10 juin**

Premier tour des élections législatives.

**17 juin**

Second tour des élections législatives.

## Le PS demande la publication de l'enquête sur l'emploi de l'INSEE

Une fois de plus, les chiffres du chômage publiés par le gouvernement sont unanimement contestés, y compris par les organismes qui les produisent et par l'Institut européen de la statistique. Cette situation invraisemblable est indigne d'une grande démocratie comme la nôtre.

Le Parti Socialiste, par la voix de sa secrétaire nationale à l'emploi et aux affaires sociales, Martine Aubry, a demandé au Président de la République "d'autoriser sans délai la publication de l'enquête sur l'emploi de l'INSEE qui, seule, peut attester de la situation réelle du chômage dans notre pays. Nous demandons que cette publication ait lieu avant les élections législatives, c'est une exigence morale. Les Français, au moment où ils vont décider de la politique qui sera menée dans les cinq années à venir, ont droit à la vérité sur les résultats d'une politique dont le principal inspirateur n'est autre que François Fillon".

Le chômage est au même niveau qu'il y a cinq ans. Ce fiasco est d'autant plus grave que le contexte était on ne peut plus favorable à la baisse du chômage, avec le départ en retraite des baby-boomers, avec les 1 % de croissance annuelle mondiale de plus qu'entre 1997 et 2002.

Le plus inquiétant est que la droite veut, pour demain, les mêmes recettes contre le chômage que celles qui ont échoué hier. Les Français ont le droit de connaître la réalité avant d'élire leurs députés.

## Le Conseil général consulte les élus

Le Conseil général s'est récemment engagé dans une démarche de réforme de certaines de ses politiques. Soucieux du principe de démocratie participative, les élus de la majorité de gauche ont souhaité rencontrer le plus grand nombre d'acteurs finistériens directement concernés par les évolutions de ces programmes départementaux.

Pierre Maille, Roger Mellouët et Chantal Simon-Guillou ont ainsi rencontré les représentants de l'Association des maires du Finistère, de l'Union des élus socialistes et républicains et de l'Association départementale pour la démocratie locale pour leur expliquer les réformes envisagées sur les dossiers de l'eau et de l'assainissement, sur le cadre de vie (ex-FAUD), sur les écoles et les structures périscolaires.

Cette discussion a permis aux élus de faire un large tour d'horizon des engagements des différentes collectivités sur ces questions et des enjeux aujourd'hui posés en Finistère. Les commentaires des représentants des maires du département, des élus de droite ou de gauche ont ainsi été entendus par le président du Conseil général et ses deux vice-présidents chargés des solidarités territoriales et du cadre de vie-environnement.

De son côté, François Marc, vice-président chargé des finances, a également rencontré l'Association des maires ruraux du Finistère sur les mêmes sujets.

"Nous sommes très attachés à faire de ces rencontres et débats une opportunité de mieux expliquer les orientations voulues par les conseillers généraux de gauche et de parfaire l'écoute de notre majorité départementale envers ses partenaires", souligne Roger Mellouët, président du groupe "Finistère à gauche, Finistère pour tous".

## Résultat des législatives

Les résultats des élections dans le Finistère seront mis en ligne dans la soirée de dimanche sur le blog des législatives : <http://socialistes2007.typepad.fr/>

## Annonces légales & judiciaires

"LES JURISTES D'ARMORIQUE S. CRAS ET ASSOCIÉS"  
Société d'Avocats  
LORIENT (56100)  
42 bis, rue Duguay-Trouin  
VANNES (56000) 92, Boulevard de la Résistance - Immeuble Les Glières

LABEL CULTURE  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 3 000 Euros  
Siège social : 430, rue de Kervizig  
29470 PLOUGASTEL-DAOULAS

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à PLOUGASTEL-DAOULAS du 1<sup>er</sup> juin 2007, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : LABEL CULTURE.

Siège social : 430, rue de Kervizig, 29470 PLOUGASTEL-DAOULAS.

Objet : La société a pour objet en FRANCE et à l'étranger : la vente de matériel de jardinage par Internet exclusivement.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Capital : TROIS MILLE EUROS (3 000 €).

Gérance : Mademoiselle Cynthia MANDINA, domiciliée à INZINZAC-LOCHRIST (56650) - Kerloguen.

Immatriculation : au Registre du Commerce et des Sociétés de BREST.

Pour avis  
Le représentant légal

"FERNANDES CONSTRUCTIONS"  
Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée au capital de 1 €  
Siège social : 58, rue de la Résistance  
29200 BREST  
RCS BREST 478 858 590

Aux termes d'une décision en date du 31 mars 2006, l'associée unique a décidé qu'il n'y avait pas lieu de dissoudre la société sus-désignée en application de l'article L. 223-42 du Code de Commerce.

Pour avis, la Gérante

## S'abonner :

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

.....

.....

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :  
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :

Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste.